

Le Monde sera ce que seront les filles demain

Le Rapport de l'UNICEF sur la situation des enfants dans le Monde 2004 revient encore une fois de plus sur la problématique posée par l'éducation des filles, considérée comme la question la plus cruciale posée aujourd'hui à l'ensemble de la communauté internationale. Pourquoi un tel accent sur les filles ? Parce qu'elles sont les plus exclues, et que toute action visant cette frange qui constitue actuellement plus de la moitié de la population mondiale sera bénéfique à l'humanité toute entière et parce que surtout elles sont les plus exposées à la violence physique et sexuelle ainsi qu'aux autres formes d'exploitation. Or, la constatation amère est que de fortes inégalités subsistent encore entre garçons et filles malgré toutes les plaidoiries développées par la communauté internationale.

Par rapport au Pacte du Millénaire et ses objectifs mondiaux, il est stipulé que sans la parité des sexes en matière d'éducation, aucun des autres buts que les États se sont fixés à l'horizon 2015 ne sera atteint. La lutte contre la pauvreté et les grandes pandémies qui ravagent les Nations, la mortalité maternelle et infanto-juvénile, la préservation de l'environnement, tous ses objectifs sont inextricablement liés au sort que connaîtront ces 65 millions de filles exclues de l'éducation. Ce point est si important que les pays signataires de la Déclaration du Millénaire ont fixé à l'échelle mondiale son atteignabilité en 2005, soit 10 ans avant tous les autres points inscrits dans leur agenda.

En persévérant dans leur politique inégalitaire et en refusant de prendre les mesures qu'il faut pour la scolarisation massive des filles, les États payent un fort tribut au sous-développement et à la pauvreté. Ils compromettent tout simplement l'avenir des générations suivantes. Une fille instruite acquiert plus d'assurance, s'intègre mieux au tissu social, participe plus activement au développement. Une fille instruite, c'est une bataille gagnée contre la faim, contre la mortalité maternelle et infantile, contre la violence physique et sexuelle.

Dans ce mal qui ronge l'humanité, la responsabilité des grandes nations est lourdement engagée. En effet, les pays industrialisés et les institutions financières internationales ont failli à leur promesse faite en 1990 d'allouer des ressources à l'éducation. Les flux d'aide totaux à destination des pays en développement a même sérieusement diminué en volume, rendant encore plus spectaculaire le déclin du financement bilatéral de l'éducation.

Mais le Rapport 2004 de l'UNICEF sur la situation des enfants dans le Monde ne se veut pas tout simplement un bréviaire de constatations. Il appelle à l'action et fait de l'éducation des filles l'investissement idéal au coût non prohibitif. Les 60 milliards de dollars que les pays donateurs doivent verser au titre de l'aide extérieure ne se heurteront pas à des obstacles insurmontables. La politique visant la scolarisation des filles est avant tout une question de stratégies intégrées, l'impératif relevant du développement de tous les secteurs : éducation, finance, santé, emploi, justice et planification.

A ce titre, l'UNICEF lance un appel pressant et pathétique aux dirigeants afin que l'on fasse de l'éducation des filles un volet essentiel de l'effort de développement et que 10% de l'aide publique au développement allouée par les pays riches aux pays en développement soient affectés à l'éducation de base. A ce titre, "les pays industrialisés doivent honorer l'engagement qu'ils ont pris d'allouer au moins 0,7% de leur PNB au titre de l'aide et au moins 0,15% en faveur des pays les moins avancés", conclue le Rapport.